

Honduras : l'oligarchie consolide son pouvoir

Raul Burbano

Numéro 771, mars-avril 2014

La retraite : une responsabilité collective

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71259ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Burbano, R. (2014). Honduras : l'oligarchie consolide son pouvoir. *Relations*, (771), 6-7.



axés sur la sécurité alimentaire, mais stipule que ceux-ci doivent porter sur les cultures traditionnelles des peuples. Elle concerne uniquement la constitution de stocks à prix fixés par l'État. Elle est tellement rigide que seule l'Inde pourra vraisemblablement s'en prévaloir. De plus, puisqu'elle ne s'applique qu'aux programmes d'aide alimentaire existants, les autres pays en développement se voient privés de la possibilité de développer de nouvelles mesures visant à assurer la sécurité alimentaire de leur population, sous peine de sanctions commerciales. La clause s'appliquera jusqu'à ce qu'une solution permanente soit trouvée à l'OMC concernant l'agriculture, soit d'ici quatre ans.

Peu après, le 9 décembre dernier, c'était au tour du gouvernement Harper de déposer un projet de loi omnibus sur l'agriculture (C-18). Il modifiera plusieurs lois régissant le secteur agroalimentaire et introduira un mécanisme qui permettra aux semenciers d'acquiescer un droit de propriété intellectuelle sur les nouvelles variétés végétales, droit réservé jusqu'à maintenant aux organismes génétiquement modifiés. Le gouvernement souhaite ainsi «moderniser» ses lois agricoles en les rapprochant de la Convention de l'Union pour la protection des obtentions végétales (UPOV 91), établie en 1991. Cette convention repose sur un parti pris favorable à l'agro-industrie et fort contestable, parce que la mise en marché de «nouvelles» variétés repose sur un patrimoine de l'humanité constitué à travers la patiente sélection d'espèces végétales, sur des milliers d'années, par des générations d'agriculteurs.

Si le projet de loi C-18 est adopté, nos agriculteurs ne pourront plus échanger ou vendre les variétés végétales protégées, ni en tirer de nouvelles variétés. Bien qu'une exception vise à leur permettre de réutiliser les semences d'une année à l'autre sur leur propre exploitation, il ne s'agit désormais plus d'un droit mais d'un privilège qui pourra être retiré au gré du législateur.

Les multinationales de l'agro-industrie ne manqueront pas de se prévaloir de ce nouveau droit exclusif qui restreindra l'usage des semences pour les agriculteurs. On peut dès lors s'attendre à une judiciarisation accrue de l'agriculture, ce qui forcera davantage de cultivateurs à défendre leurs droits en cour devant des multinationales fortunées et conseillées par les meilleurs avocats.

En plaçant l'agriculture sous la coupe du libre-échange tout en protégeant les intérêts des géants de l'agro-industrie, les gouvernements disent stimuler la croissance économique. Mais ils ne font que confier le contrôle de notre alimentation à une poignée de multinationales par ailleurs peu scrupuleuses. ●

Honduras : l'oligarchie consolide son pouvoir

Les élections frauduleuses de novembre 2013 et la prolifération de la corruption, de la pauvreté et de la violence d'État servent les intérêts américains et canadiens.

RAUL BURBANO

Quatre ans ont passé depuis que le président démocratiquement élu du Honduras, Manuel Zelaya (Parti libéral), a été destitué lors du coup d'État mené en 2009 par les élites politiques et militaires. Cette rupture dans la gouvernance démocratique du pays a fait reculer celui-ci de plusieurs décennies. Aujourd'hui, les Honduriens traversent une crise économique et politique marquée par des violations des droits humains et faisant du Honduras un des pays les plus inégalitaires de la région, selon le Center for Economic and Policy Research.

L'oligarchie du pays, à l'origine de cette crise, a certes organisé des élections présidentielles le 24 novembre 2013, mais comme par le passé, elles ont été entachées par la violence d'État, la violation de droits humains, l'intimidation et la fraude. La plupart des observateurs indépendants ont condamné ces élections au terme

desquelles, sans surprise, le Tribunal suprême électoral (TSE) a déclaré gagnant Juan Orlando Hernández, du Parti national, de droite. Le parti de gauche Liberté et Refondation (LIBRE) et le Parti anticorruption ont aussitôt rejeté et contesté ces résultats. LIBRE a présenté des preuves de fraudes électorales commises dans plus de 3500 bureaux de vote, une situation qui, si elle était corrigée, lui donnerait la majorité des votes. En dépit de cela, le TSE a refusé de faire un recomptage, même partiel, et a maintenu sa décision initiale.

C'est en réalité un coup d'État continu – un *golpismo* comme l'appellent les Honduriens – que vit le pays. La mise au pas des institutions, bien que lente, y a été aussi méthodique et systématique que le putsch lui-même. La mise à l'écart des juges qui s'étaient publiquement opposés au coup d'État, le rejet de jugements de la Cour suprême contre les villes-modèles gérées par le privé, la création de la Police

L'auteur, directeur de programme à Common Frontiers, a dirigé une mission d'observation des dernières élections au Honduras



militaire pour l'ordre public et la corruption de l'appareil d'État sont autant de manœuvres qui ont réduit le Honduras à un État sans règle de droit adéquate. L'oligarchie a démantelé tout ce qui s'apparentait à la démocratie institutionnelle et a imposé son programme de droite avec la militarisation et la privatisation.

tenue de sérieux débats qui refléteront davantage la pluralité politique de la société hondurienne.

Lors de l'élection de 2009, le Front national de résistance populaire (FNRP), composé de mouvements et groupes sociaux, avait boycotté l'élection en raison de conditions jugées défavorables à la participation populaire. Cette fois, certaines sections du FNRP se sont remodelées à la faveur du travail fait par LIBRE pour canaliser les

Le gouvernement du Canada a refusé de tenir le gouvernement hondurien responsable de la violation des droits humains et de la démocratie. Il a, au contraire, profité de la détérioration de la situation pour accroître les investissements canadiens dans le pays. Ses échanges commerciaux avec le Honduras ont crû de 46% entre 2007 et 2012. De plus, il a fourni une assistance technique au gouvernement de facto qui a remplacé celui de Zelaya pour l'aider à élaborer une nouvelle loi minière, adoptée par le Congrès en janvier 2013. On s'attend à ce que le gouvernement hondurien approuve 110 nouvelles demandes de concessions minières dans les prochains mois. Les compagnies minières canadiennes profiteront de ce régime corrompu. Dans le secteur des *maquiladoras*, des entreprises comme Gildan Activewear continuent par ailleurs d'accumuler d'énormes profits grâce aux bas salaires et aux lois et normes du travail déficientes qui rendent possible, par exemple, le congédiement de travailleurs souffrant de blessures incapacitantes causées par le travail.

Ainsi, avant le coup d'État, le Honduras s'affranchissait de plus en plus de toute dépendance à l'égard du Canada et des États-Unis. Aujourd'hui, le pays est de nouveau dans la mire des entreprises des deux pays. Les droits humains, les droits syndicaux et la démocratie ont été sacrifiés au profit de leurs intérêts. ●

Des partisans de la candidate Xiomara Castro demandant un recomptage des votes ont fait face à la police anti-émeute à Tegucigalpa, la capitale du Honduras, le 1^{er} décembre 2013. Photo : PC/ Fernando Antonio



Malgré toutes leurs lacunes, ces élections n'en étaient pas moins historiques parce que pour la première fois, des partis comme LIBRE étaient autorisés à proposer une alternative basée sur la consultation populaire, contestant de front le statu quo. Le monopole de deux partis (le national et le libéral) a aussi pris fin avec ces élections. LIBRE a obtenu 28% des votes et 30% des sièges au Congrès, un changement qui devrait à tout le moins favoriser la

énergies des mouvements sociaux dans la voie électorale. Cela a toutefois été critiqué comme venant affaiblir les mouvements, permettant à la droite de consolider son pouvoir institutionnel. Le débat sur la stratégie à mener s'en trouve réouvert entre les partisans de la voie électorale et ceux qui appellent à des mobilisations de masse ancrées dans les luttes territoriales et locales, priorisant la transformation sociale par la lutte plutôt que les réformes.

À lire chaque semaine
le web journal de la gauche en marche

www.pressegauche.org